

FEMMES ET RETRAITE

Droits à conquérir face à l'étendue de la discrimination subie

8 MARS 2017

Sur 539 231 pensions de réversion au 31 décembre 2016 — suite au décès du conjoint retraité (homme ou femme) —, 531 359 étaient versées à des femmes et seulement 7 872 à des hommes (du fait du décès de la conjointe retraitée).

Sur 429 729 orphelins (enfants ayants droit de retraités décédés) bénéficiant de pensions de réversion, toujours à la même date, 409 513 étaient de sexe féminin et à peine 20 216 de sexe masculin. Ces statistiques sont édifiantes quant à la place mineure qu'occupe la femme en Algérie dans le monde du travail et dans le système de protection sociale en général et celui de la retraite en particulier.

Terrible équation : la pension de retraite aux hommes — car issus du salariat déclaré à la sécurité sociale —, et la pension de réversion aux femmes et aux ayants droit de sexe



féminin, car exclus ou très minoritaires dans le salariat déclaré à la sécurité sociale. Autres chiffres : sur près de 2 millions de retraités de

droit direct (tous types de retraites confondus dont l'allocation de retraite), toujours au 31 décembre 2016, seulement 260 000 étaient des femmes, soit 1 femme retraitée pour 7 hommes retraités.

Encore heureux que la femme travailleuse puisse, à sa demande, prendre sa retraite à 55 ans et bénéficier également d'une réduction supplémentaire d'un an par enfant dans la limite de trois ans et donc de pouvoir partir à la retraite à 52 ans si elle a élevé au moins 3 enfants et si elle le souhaite.

Autre signe de la discrimination scandaleuse en matière d'accès au marché de l'emploi et au droit à des carrières complètes, celui de la répartition, selon le sexe des bénéficiaires, d'une allocation de retraite de réversion au 31 décembre 2016 : sur 44 806 bénéficiaires au titre de conjoint du retraité (ou de la retraitée) décédé(e), 44 383 sont des femmes.

Pour rappel, lorsqu'un travailleur ne remplit pas la condition de travail

requis, il peut bénéficier d'une allocation de retraite à partir de l'âge de 60 ans s'il justifie de 20 trimestres d'activité au moins.

Ce sont souvent les femmes travailleuses, dont la carrière est hachée, interrompue et plus courte que celle des hommes, qui émarginent à l'allocation de retraite.

Par ailleurs, un retraité dont le conjoint ne travaille pas (très souvent il s'agit d'une femme au foyer), peut bénéficier d'une majoration pour conjoint à charge, une majoration dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé de la Sécurité sociale, sur proposition du conseil d'administration de la CNR, conformément à l'article 15 de la loi 83-12 modifiée par celle n°99-03. Ce montant est actuellement fixé à 2 500 DA net par mois.

ALGÉRIE

La fierté des femmes qui travaillent

Une étude de l'Organisation internationale du travail (OIT, Nations unies, Genève), faite en 2014, analyse les contraintes et les opportunités en matière d'emploi des femmes en Algérie. «Je suis fière de mon travail, mais toutes, nous entendons dire "les femmes nous ont pris notre place". La société [des hommes] ne pardonne pas.» Ce témoignage d'une femme algérienne de 42 ans de Tissemsilt montre que l'emploi des femmes fait toujours débat en Algérie — comme dans beaucoup de pays du monde. Malgré des avancées sensibles en matière politique dans ce pays où les femmes représentent plus de 31% des députés à l'Assemblée nationale, leur participation économique reste très faible.

En 2011, avec une proportion de femmes dans la population active de 17,7%, l'Algérie se situait parmi les pays du monde ayant la plus faible participation économique des femmes — avec l'Irak et la Syrie —, selon une étude de l'OIT. Toutefois, les femmes commencent à pénétrer le marché du travail. Selon l'Office national des statistiques algérien, leur taux de participation avait atteint 19% en 2013.

Activités à domicile «invisibles»

Selon l'étude de l'OIT, la progression de ce taux de participation à la vie économique est freinée par une multiplicité de facteurs complexes, notamment socioculturels. De nombreuses femmes qui ont une activité à domicile non rémunérée, par exemple dans le secteur agricole, l'élevage, la transformation des produits agricoles, le textile, la confection, etc., ne sont pas considérées comme «actives» par une partie de la population.

Le poids des traditions ou certaines contraintes familiales participent également à limiter les possibilités des femmes en matière de

d'action, de déplacement ou de travail. Les jeunes femmes sont souvent peu en contact avec le monde extérieur à la famille, elles sont également moins informées et moins préparées à l'entrepreneuriat. Des familles sont souvent aussi plus enclines à soutenir moralement et financièrement les garçons dans des projets de création d'entreprises.

La femme de Tissemsilt confie elle-même aux enquêteurs de l'OIT : «Je souhaite que ma fille étudie, mais je ne voudrais pas qu'elle travaille. Qu'elle étudie, qu'elle se cultive et aille très loin à l'université, c'est bien, mais je préfère qu'elle ne travaille pas car elle ne sera jamais respectée au travail. Ils [les hommes] ne respectent pas les jeunes filles.» Ce témoignage d'une épouse et mère de famille de cinq enfants, recueilli dans le rapport de l'OIT, en dit long sur les entraves culturelles à la participation des femmes dans la vie active.

Les femmes prennent la parole

Outre une analyse détaillée des statistiques du marché du travail des femmes de 2001-2011,

les auteurs de l'étude, Jacques Charmes et Malika Remaoun, ont également donné la parole aux premières concernées afin de comparer les données statistiques collectées avec la réalité vécue par les femmes algériennes au quotidien.

Elles y décrivent leur vie, expriment leurs ambitions, font le bilan de leurs itinéraires personnels — familial, éducatif, professionnel. Ainsi, l'étude relève aussi des progrès réalisés dans le domaine de l'emploi des femmes à travers les divers dispositifs mis en place en leur faveur par les pouvoirs publics.

Cependant, le rapport souligne que le sort des femmes est entre leurs propres mains et dépendra de leur volonté à repousser les barrières et surmonter les obstacles. Mieux que n'importe quelle donnée statistique, cette entrepreneure de Tiaret clôt le débat : «Il s'agit aussi de ne pas vouloir dépendre de l'homme, de faire une carrière, de montrer ses vraies capacités. Et je crois que la femme a plus de volonté [que l'homme], elle peut donner plus.»

Comment corriger les inégalités de retraite entre hommes et femmes ?

Afin de corriger les inégalités de retraite entre les hommes et les femmes, cinq pays européens — l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, la Suède et la France — ont développé des dispositifs visant au renforcement des droits propres des femmes : le partage des droits à la retraite au sein des couples, mais, surtout, la com-

pensation à la retraite de l'impact des enfants sur les carrières.

L'OCDE a publié en 2015 de nouvelles données et analyses sur le large écart existant entre les pensions de retraite des hommes et des femmes.

Ces données montrent que dans l'ensemble des pays européens membres de l'OCDE et

aux États-Unis, les retraites versées aux individus de 65 ans et plus sont en moyenne 28% inférieures pour les femmes que pour les hommes.

L'écart est supérieur à 40% en Allemagne, au Luxembourg et aux Pays-Bas, tandis qu'en Estonie, les différences entre les sexes sont peu importantes.

La femme, l'avenir de l'homme ?

Sur 7,4 milliards de personnes dans le monde en 2016, on compte 3,6 milliards de femmes. «En temps normal», il y a à peu près le même nombre de femmes que d'hommes sur la planète et même un peu plus de femmes, sachant que les naissances masculines sont un peu plus élevées (105 garçons pour 100 filles), mais que les garçons et les hommes ont une espérance de vie à la naissance inférieure à celle des femmes, en moyenne de 6 à 8 ans.

L'Europe est la région du monde où la proportion de femmes est plus importante, en raison notamment du vieillissement de la population. Mais comme l'avait noté dès le début des années 1990 le prix Nobel d'économie Amartya Sen, il «manque» plus de 100 millions de femmes et filles. Cette inégalité démographique est due au fait que des millions de bébés et fœtus de sexe féminin sont supprimés chaque année en raison de leur moindre valeur supposée, de la préférence culturelle et sociale accordée aux fils dans certaines cultures, des facteurs sociaux-économiques (héritage, dot...).

Infanticides, maltraitance, manque de soins existent dans certaines régions ; sélection prénatale, avortements dans d'autres. Le non-enregistrement des naissances à l'état civil dans certains pays rend plus difficile de faire un état des lieux. Les droits civils des femmes ne sont pas respectés partout.

Des codes de la famille instaurent des discriminations en ce qui concerne l'autorité parentale, le mariage, le divorce, l'héritage...